

Rennes, le 20 mars 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE

Arrêtons de mettre des bâtons dans les roues aux projets agricoles !

Les Jeunes Agriculteurs et la FRSEA de Bretagne dénoncent l'entrave systématique des projets d'installation et d'extension en élevage. L'influence excessive des associations ou de toute organisation se proclamant défenseur de l'environnement et des animaux dans les décisions de l'Etat n'a que trop duré.

Les Jeunes Agriculteurs et la FRSEA de Bretagne expriment leur profond mécontentement et leur incompréhension face à l'influence disproportionnée des associations de défense de l'environnement et des animaux sur les décisions judiciaires face aux projets agricoles, non soutenus ni défendus suffisamment par les autorités qui les avaient pourtant autorisés ! Minoritaires mais pugnaces, ces associations dogmatiques ont de plus en plus souvent gain de cause auprès de l'État et des tribunaux, menaçant ainsi l'avenir de l'agriculture bretonne et française. Les projets d'installation, d'extension ou de restructuration en élevage sont systématiquement attaqués par ces associations. Pendant ce temps, le nombre d'éleveurs diminue, la production française également, alors que la consommation de viande elle, non ! Ainsi, les importations de viandes augmentent, alors que nous bénéficions en France d'élevages respectant les normes les plus exigeantes au monde en termes de conditions environnementales, sanitaires et de bien-être animal !

Nous ne comprenons pas ces décisions qui empêchent nos éleveurs de répondre aux besoins du marché français et qui les livrent à une concurrence déloyale : cette situation est absurde ! Empêcher de produire en France et encore plus en Bretagne c'est cautionner de polluer ailleurs dans le monde et d'y élever des animaux dans des conditions bien moindres en matière de bien-être animal.

On continue de marcher sur la tête !

Les éleveurs et leurs organisations sont attaqués de tous côtés : quand ce ne sont pas leurs projets, ce sont leurs élevages ! Les attaques se radicalisent... doit-on attendre l'acte de trop ?!

Comment des associations de défense animale peuvent-elles encore s'introduire illégalement dans nos élevages et mettre en danger les animaux – un comble – et les hommes et femmes qui y travaillent, en toute impunité ? Alors que les éleveurs sont soumis à des contrôles sur la biosécurité et le bien-être animal, ces associations transgressent allègrement ces règles sous couvert d'utilité publique ! Le tout sans prendre en considération leur impact sur les éleveurs et les éleveuses.

Nous demandons avec fermeté que l'État prenne enfin ses responsabilités et condamne ces associations activistes.

Les Jeunes Agriculteurs et la FRSEA de Bretagne rappellent que l'agriculture est un secteur vital pour notre pays, et que chaque décision prise contre des projets agricoles a un impact sur la production alimentaire française, l'emploi et l'avenir de nos territoires. Il est impératif que l'État protège celles et ceux qui travaillent pour l'intérêt de la nation. Que des sanctions fermes soient prises à l'encontre de ceux qui détruisent ou qui transgressent les lois. Que, dès aujourd'hui, l'État mette un terme à ces entraves et écoute enfin ses agriculteurs, pour assurer la viabilité et la pérennité de notre agriculture : il en va de la sécurité alimentaire de demain.

Contacts :

Charles FOSSE, Président Jeunes Agriculteurs Bretagne – Tél : 06.60.74.13.53

Laetitia BOUVIER, Présidente de la FRSEA Bretagne – Tél : 07.68.94.11.84